

ENSEMBLE*Communistes, Parti de Gauche,
Gauche Unitaire et Partenaires*

- LA LETTRE D'INFORMATION -

Groupe des élu-e-s de la Région
Rhône-Alpes**FRONT
DE GAUCHE***Edito***La crise s'arrête t-elle
aux portes du Conseil
Régional ?**

Jour après jour la mobilisation contre la réforme des retraites grandit. Jour après jour la conscience de l'injustice de ces mesures progresse. Injuste car l'enjeu principal est bien celui du partage des richesses. Notre pays a les moyens de garantir une protection sociale de haut niveau et des services publics performants. Rappelons que c'est plus de 10 points des richesses nationales qui en 20 ans sont passés des poches des salariés à celles du capital. Trop longtemps on a voulu nous faire croire que le système par répartition fondée sur une contribution solidaire était inopérant aujourd'hui. L'opinion publique exprime tout le contraire. Le secteur des transports mais aussi la jeunesse depuis quelques jours symbolisent ce refus. **Cette jeunesse ni manipulée ni écervelée mais bien au contraire consciente des dangers que fait peser sur son avenir la droite ; la réforme des retraites devenant un catalyseur pour exprimer leur révolte face au type de société que les libéraux veulent lui imposer.** La crise, quant à elle, n'est pas derrière nous. Elle produit d'immenses dégâts comme en témoigne les taux de chômage en Rhône Alpes et les fermetures d'entreprise.

Et le conseil régional alors ? Chacun a conscience de ce contexte, pour autant nous ne sommes pas parvenus à convaincre la majorité régionale de la nécessité d'une mobilisation politique forte pour obtenir de l'Etat les moyens nécessaires à nos politiques. La loi de finances attribuant entre autres, les moyens aux collectivités locales ne sera votée qu'en décembre. Les Régions de gauche pouvaient donc se coordonner pour obtenir des moyens financiers corrects. Sinon la « Région comme bouclier social » revendiquées par toutes les listes de gauche, n'est qu'une coquille vide. L'enjeu aujourd'hui n'est pas d'apparaître comme les champions de la gestion. Il est impossible de faire plus avec moins, chacun le comprend. Pour notre part, en coordination avec les élus Front de Gauche en France, ne voulons pas laisser tomber et mettrons tout en œuvre pour nous faire entendre.

Le budget 2011 doit être l'occasion de mettre en œuvre des mesures d'urgence face à la crise, de répondre aux familles en particulier, qui ont de en plus de mal à boucler les fins de mois, de protéger les salariés des effets de la crise ce qui supposerait en priorité d'œuvrer pour soustraire les formations des logiques de concurrence et de marchandisation, d'accompagner la nécessaire mutation sociale et écologique du développement, mais aussi, nous osons l'écrire, de garantir un avenir au lycée Mounier menacé de fermeture.

Nous ne parvenons pas aujourd'hui à obtenir l'engagement clair de la Région quant à sa pérennité. Encore une fois il est impossible de faire plus avec moins ! La mobilisation exemplaire de toute la communauté éducative, en faveur d'un établissement où les jeunes de tous milieux réussissent, est pourtant intense et illustre l'attachement à l'école publique, quand elle est tant menacée par la droite aujourd'hui. Rester sourds n'est pas raisonnable et ne favorisent que l'abstention et le sentiment que les citoyens ne peuvent se faire entendre.

Elisa Martin

co-présidente du groupe Front de Gauche

Le groupe est signataire de la pétition de soutien à André Barthélemy traduit devant la Cour d'appel de Paris : la solidarité avec les étrangers reconduits à la frontière n'est pas un délit !

Nous protestons contre la condamnation prononcée à l'encontre d'André Barthélemy qui s'est conduit en citoyen solidaire et sollicitons sa relaxe devant la Cour d'appel. Nous nous élevons contre la multiplication des poursuites judiciaires et des tentatives d'intimidation à l'encontre des personnes ayant manifesté leur soutien à des étrangers victimes de l'application de la politique actuelle. Nous enjoignons aux autorités françaises de respecter les droits fondamentaux et la dignité humaine en matière d'immigration et d'asile.

Sommaire :

- Editop.1
- Lutte sociale.....p.1
- Lycée Mounier.....p.2
- Reportage photo.....p.3
- A notre initiative.....p.4
- 3 questions à.....p.4

**DERNIERE
MINUTE:****RETRAITES :**

**MOBILISÉS, NOUS
POUVONS GAGNER
TOUS DANS LA RUE
SAMEDI 15 &
MARDI 19 OCTOBRE**

Contact :

Groupe Front de Gauche,
Ensemble, Communistes, Parti de
Gauche, Gauche Unitaire et
Partenaires

Région Rhône-Alpes
78 route de Paris BP 19, 69751

Charbonnières les Bains

Tel : 04 72 59 40 79

Fax : 04 72 59 44 67

Site Internet : en construction

E-mail : vguillotin@rhonealpes.fr

Fermeture du Lycée Mounier à Grenoble

Lettre ouverte à Jean-Jack Queyranne, Président de Région

Par *François AUGUSTE,*
Conseiller Régional PCF du
groupe Front de Gauche



Monsieur le Président,

Je vous fais une lettre pour vous dire que je ne suis pas d'accord avec votre décision de fermer le lycée Mounier.

D'abord à cause de la méthode : aucune concertation avec quiconque, ni avec la communauté éducative du lycée, ni même avec les conseillers régionaux de votre propre majorité.

Je suis d'autant plus choqué par cette manière de faire que nous avons mené ensemble pendant le mandat précédent de gros et beaux chantiers de démocratie participative, dont le but était d'associer des milliers de Rhônalpins aux décisions qui les concernent.

Vous dites qu'un rapport d'experts signale un problème de sécurité, et vous décidez de fermer le lycée, mais seulement à la prochaine rentrée.

Qui pourrait négliger un problème de sécurité ? Personne. Mais de deux choses l'une : soit ce problème est grave et urgent. Dans ce cas, il faut fermer le lycée tout de suite et personne ne vous le reprocherait.

Je vous demande de nous faire parvenir le rapport d'expertise. Pour une décision de cette importance, cela semble être la moindre des choses que les conseillers régionaux en soient informés.

Soit ce problème peut être traité dans la restructuration, dont le projet est prévu, prêt, et inscrit dans la PPI avec une autorisation de programme de 20 millions d'euros en première tranche. Ce projet a été conduit par Marie-France Vieux Marcaud, Vice-présidente dans le précédent mandat, en concertation avec Patrice Voir, représentant la Région au lycée Mounier et avec le CA.

Autrement dit, on peut parfaitement intégrer la destruction de tout ou partie du bâtiment concerné de ce lycée dans la restructuration. La place existe largement sur site et s'il le faut dans des locaux et des espaces libres de l'IUFM, situés juste à-côté du lycée qui peuvent être utilisés.

Les services de la Région ont un grand savoir-faire en la matière, en y associant la communauté éducative du lycée. Nous avons fait des restructurations plus complexes que celle-là, avec destructions, reconstructions et rénovations. Par exemple, celle du lycée Vaucanson où je suis administrateur représentant la Région.

Monsieur le Président, le malaise que je ressens et que ressent la communauté éducative du lycée Mounier tient au fait que cette décision semble obéir à une autre motivation, celle de faire une économie pour faire face et anticiper les difficultés financières bien réelles du conseil régional, découlant directement de la politique de super austérité du gouvernement de Nicolas Sarkozy.

Celui-ci s'attaque aux retraites, réduit massivement les dépenses publiques, avec la RGPP, cherche à privatiser tous les services publics, se désengage financièrement des collectivités locales et veut les mettre au pain sec. Sa réforme des collectivités en est une mise à mort annoncée.

Si la décision de fermeture du lycée Mounier s'avérait être d'abord une mesure d'économie budgétaire, ce serait une mauvaise solution à un vrai problème.

Seule une mobilisation forte et importante de tous les élus et de la population peut mettre en échec la politique de Mr Sarkozy, notamment sa réforme des collectivités territoriales. Des millions de Français qui se mobilisent, toujours plus nombreux, contre la réforme des retraites l'ont bien compris.

Monsieur le Président, vous n'aviez sans doute pas mesuré l'attachement des Grenoblois au lycée Mounier, qui est un exemple de réussite scolaire et de mixité sociale dont une part importante des élèves vient des quartiers populaires du sud de Grenoble, notamment de la Villeneuve.

C'est ce qui explique l'ampleur de la mobilisation face à votre décision. Mobilisation qui ne peut que s'amplifier dans toute l'agglomération.

J'ajoute que le Gouvernement peut se frotter les mains car il fera des économies de postes au passage et pourra restructurer plus facilement la carte scolaire à Grenoble, notamment en réduisant les filières technologiques comme le prévoit la réforme de Luc Chatel.

Monsieur le Président, je comprends la situation délicate dans laquelle votre décision et la mobilisation qu'elle provoque vous a mis.

Je vous fais une proposition pour en sortir par le haut : acceptez de considérer qu'il peut y avoir une autre solution que la fermeture du lycée Mounier ; faites une réunion de travail, sous l'égide de votre Vice-présidente aux lycées, pour tenir compte du problème de sécurité évoqué et pour lui apporter la solution qui convient, en maintenant la reconstruction sur site du lycée.

Je pense que c'est la seule solution raisonnable de nature à apaiser l'incompréhension et la colère qui anime une grande partie de la communauté éducative de l'agglomération grenobloise.

Retraites: on ne lâchera pas!



Corinne MOREL-DARLEUX
manifeste à Valence



Cécile
CUKIERMAN
défile à
Saint-Etienne en
compagnie d'élus
communistes
de la Loire



Antoine FATIGA défile à Chambéry, ici
avec les syndicalistes de la CGT



Christiane PUTHOD
défile à Lyon



Danielle LEBAIL et Armand
CREUS
dans le cortège de tête
Front de Gauche

**Lettre ouverte
aux salarié-es
en lutte**

par Danielle
LEBAIL



Malgré les coups de force à l'Assemblée nationale et au Sénat, c'est une immense mobilisation, plus nombreuse, plus déterminée, plus jeune qui a déferlé le 12 octobre.

Le gouvernement désormais ultra minoritaire voit ses mensonges s'écrouler un à un. Les arguments d'autorité de la droite ont vécu. Une autre réforme des retraites doit voir le jour, qui ne soit pas dictée par le MEDEF. C'est un peuple sûr de lui et de son droit puisque 71% des Français la conteste. C'est également un peuple responsable qui oppose à l'illégitimité de la réforme, la

légitimité de l'action syndicale, en des formes multiples. usant du droit de grève. Ce droit Le peuple français doit être entendu constitutionnel que certains, après ! La démocratie doit être respectée ! l'avoir encadré, voudraient réduire Le gouvernement n'a d'autre encore, pour mieux museler la alternative que reprendre à zéro avec contestation populaire, au besoin en les syndicats, sur d'autres bases que agitant l'épouvantail du blocage de celle du recul de l'âge légal du droit à l'économie. à la retraite. C'est le sens de l'action

Mais qui bloque ? Si ce n'est le des sénateurs communistes et gouvernement et Nicolas Sarkozy. Ils républicains qui luttent pied à pied bloquent et choisissent de passer en pour que le débat aille au bout dans force, car ils veulent nous faire payer la haute assemblée. Le sénateur Guy la crise pour continuer à gaver les Fischer a proposé que la commission marchés financiers et les grandes des affaires sociales du sénat prenne fortunes. l'initiative d'une rencontre de

Je salue toutes celles et ceux qui l'ensemble des organisations sont engagés avec courage et syndicales. La droite n'en veut pas détermination dans le bras de fer mais le débat devrait se poursuivre voulu par le pouvoir, malgré les jusqu'à la semaine prochaine.

sacrifices que cela demande, tant du Samedi 16 octobre, nous serons de point de vue du pouvoir d'achat que nouveau ensemble dans la rue pour de la vie de famille. une nouvelle journée de Démocratiquement, les salariés manifestation qui s'annonce encore décident de poursuivre l'action sous plus importante que les précédentes.

A venir :

Assemblée Plénière des 21 et 22 octobre

- Dotation de fonctionnement 2011 des lycées
- Formation : Service Public Régional de la Formation (SPRF): "points d'accueil information-formation"/ "projet formation-emploi"/ "crédits décentralisés" AFPA
- Développement durable: action régionale en faveur du climat, rapport d'étape écorégion, PREDD (plan régional d'élimination des déchets dangereux)
- Culture: Exonération cotisations cinémas, adhésion EPCC beaux-arts Lyon, restauration basilique
- Sport: candidature annecy jeux olympiques

3 questions à Marie-France Vieux-Marcaud, Vice-Présidente aux lycées de 2004 à 2010,



La décision de fermer le lycée Mounier à Grenoble fait beaucoup de remous, y compris politiques. Vous avez été mise en cause, à plusieurs reprises, en tant que Vice-présidente de 2004 à mars 2010, qu'en est-il ?

J'ai appris avec stupeur l'annonce de la fermeture du lycée Emmanuel Mounier, et je comprends l'émotion de l'équipe enseignante, des élèves, des familles face à une décision aussi brutale qu'inattendue.

Un bâtiment semble poser des problèmes de sécurité. Bien entendu les dispositions nécessaires doivent être prises. On ne transige pas avec la sécurité.

Je note toutefois que les activités se poursuivront dans le bâtiment jusqu'à la fin de l'année scolaire !!!!.

Cette décision impactant, non seulement Mounier, mais aussi les lycées alentours, et leurs territoires, l'inquiétude gagne et je pense qu'une large concertation doit être mise en place rapidement par les autorités compétentes Région et Rectorat.

A NOTRE INITIATIVE

COMMUNIQUÉ COMMUN DU GROUPE DES ÉLU-E-S COMMUNISTES DE LA VILLE DE GRENOBLE, DU GROUPE FRONT DE GAUCHE AU CONSEIL RÉGIONAL ET DU COLLECTIF FRONT DE GAUCHE DE GRENOBLE

L'ÉMOTION PROVOQUÉE PAR L'ANNONCE DE LA FERMETURE DU LYCÉE MOUNIER EST JUSTIFIÉE. L'ATTACHEMENT À CE LYCÉE EXPRIMÉ PAR L'ENSEMBLE DES INTÉRESSÉS LYCÉENS, PARENTS, ENSEIGNANTS ET PERSONNELS DOIT ÊTRE ENTENDU. NOUS APPELONS LES AUTORITÉS ACADÉMIQUES, LA VICE PRÉSIDENTE AUX LYCÉES ET LE PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL À ACCEPTER DE RÉEXAMINER LE DOSSIER AVEC TOUS. POUR QU'IL SOIT CLAIR QUE TOUTES LES HYPOTHÈSES SERONT EXAMINÉES, IL FAUT ANNONCER QUE LA DÉCISION DE FERMETURE EN JUIN 2011 EST ANNULÉE. POUR NOTRE PART NOUS DÉFENDONS L'IDÉE DE MAINTENIR LE LYCÉE EN ACTIVITÉ TOUT AU LONG DE TRAVAUX QUI DOIVENT DÉMARRER AU PLUS TÔT.

LE CONSEIL RÉGIONAL A PROGRAMMÉ LA RESTAURATION DE MOUNIER DEPUIS 2005 ET DÉJÀ 20 MILLIONS E ONT ÉTÉ PROVISIONNÉS. IL EST POSSIBLE DE COMMENCER LE CHANTIER TRÈS VITE PUISQUE LE PROJET EST PRÊT DEPUIS 2008.

FAISONS LE ! LE NOUVEAU PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT QUE LE CONSEIL RÉGIONAL VA PROCHAINEMENT ÉTABLIR DEVRA, COMME C'ÉTAIT PRÉVU, INTÉGRER LE COMPLÈMENT NÉCESSAIRE À L'ACHÈVEMENT DE LA RÉNOVATION ESTIMÉE À 44 MILLIONS E SOIT 24 MILLIONS E SUPPLÉMENTAIRES.

POUR CONSERVER LA DYNAMIQUE QUE NOUS LUI CONNAISSONS LE LYCÉE DOIT CONTINUER DE FONCTIONNER DURANT LES TRAVAUX. NE PAS DISPERSER UNE ÉQUIPE PÉDAGOGIQUE QUI A FAIT SES PREUVES EST VITAL POUR L'AVENIR DE L'ÉTABLISSEMENT ET DES JEUNES QU'IL ACCUEILLE. AINSI LES TRAVAUX À MOUNIER SE DÉROULERONT-ILS EN SITE OCCUPÉ COMME C'EST LE CAS DANS LA PLUPART DES RESTRUCTURATIONS DE LYCÉES. ON SAIT DONC FORT BIEN GÉRER CE GENRE DE SITUATIONS. IL EST DE SURCROÏT POSSIBLE D'UTILISER LES LOCAUX DE L'IUFM VOISIN QUI POURRONT SI NÉCESSAIRE ÊTRE COMPLÉTÉS PAR DES SALLES PROVISOIRES.

DANS CE SENS NOUS DEMANDONS L'ENGAGEMENT, IMMÉDIATEMENT, DE LA CONCERTATION LA PLUS LARGE (RECTORAT, CONSEIL RÉGIONAL, MAIRIE DE GRENOBLE, LYCÉENS, ENSEIGNANTS, PERSONNELS ET DIRECTION DU LYCÉE) AFIN DE DÉFINIR LES MODALITÉS DE LA RENTRÉE 2011 À MOUNIER, S'IL SE CONFIRME QUE LES BÂTIMENTS ACTUELS NE PEUVENT ÊTRE UTILISÉS AU-DELÀ DU MOIS DE JUIN.

La restructuration de ce lycée avait pourtant fait l'objet d'un vote ?

C'est le plan prévisionnel d'investissement voté en 2005 qui a décidé de la restructuration de Mounier.

De 2006 à 2008, un travail important a été réalisé sous ma présidence entre la Région et ses services, avec Patrick VOIR, élu représentant la Région au Conseil d'Administration, le Rectorat et la direction de l'établissement, les enseignants, les élèves, les parents d'élèves, le CLEPT et la ville de Grenoble.

En 2008, le groupe de travail a validé un projet comportant la construction de nouveaux bâtiments avant démolition d'anciens, et conservation d'un autre bâtiment entièrement rénové, celui qui aujourd'hui semble poser problème.

Le choix de l'architecte devait intervenir fin 2009, pour un début de travaux fin 2011. La décision a été retardée car se posait la question d'un intervenant supplémentaire sur Grenoble. Mais le projet reste valable.

Comment voyez-vous l'avenir de ce lycée ?

L'avenir de ce lycée ne m'appartient pas. Mais je suis très surprise que l'annonce ne dise rien sur son devenir.

Comme si c'était une fermeture définitive !!!

Un lycée pour lequel un projet de restructuration a été travaillé, élaboré, validé par tous les acteurs, un lycée riche d'une équipe éducative stable, soudée, dynamique qui a su mettre en œuvre un projet atypique ouvert sur de nombreux partenariats, c'est un travail qui mérite respect.

Sans oublier le contexte national, et la politique gouvernementale si dure vis-à-vis des familles... et des enseignants.

Je reste convaincue que le projet de restructuration engagé pour E Mounier doit être, si nécessaire, retravaillé au plus vite, pour la reconstruction sur site et sans redéploiement. Ce dossier doit être traité à la hauteur des enjeux, pour l'avenir des jeunes, le développement des formations, l'essor des territoires et de notre région.